

# ONOMASTIQUE DES PARTIS POLITIQUES AU SÉNÉGAL : ENJEUX LINGUISTIQUES ET SOCIO-CULTURELS

Ibrahima SARR

*UFR Civilisations, Religions, Arts et Communication*

*Université Gaston Berger de Saint-Louis*

[ibrahima.sarr@ugb.edu.sn](mailto:ibrahima.sarr@ugb.edu.sn)

Ousmane NGOM

*UFR Lettres et Sciences Humaines*

*Université Gaston Berger de Saint-Louis*

[ousmane.ngom@ugb.edu.sn](mailto:ousmane.ngom@ugb.edu.sn)

## RÉSUMÉ

Au Sénégal, les dernières données sur les partis politiques révèlent l'existence de centaines de partis dont la particularité de la dénomination reste certes l'obédience idéologique mais avec des compositions linguistiques fondées sur l'hybridité français/langue nationale. Au-delà de ce jeu linguistique qu'il convient d'analyser rigoureusement, cet article qui trouve un ancrage théorique dans la science onomastique interroge également les représentations et les enjeux mémoriels de cette juxtaposition de langues dans les noms des partis. Ici, la langue nationale n'est pas appréhendée comme un fait individuel mais plutôt comme un fait collectif et a donc valeur de langue endogène.

## MOTS CLÉS

onomastique – parti politique – hybridité – attitudes linguistiques -

## ABSTRACT

In Senegal, the latest data on political parties display a number amounting to hundreds. Although their distinguishing features are undoubtedly intrinsic to their underlying political ideologies, it is a fact that their linguistic make up are founded in *French/mother tongue* hybridity. Beyond that linguistic game that needs to be analyzed thoroughly, this paper whose theoretical background is onomastics also addresses the attitudes and memorial issues of that juxtaposition of languages in the names of political parties. Here, the mother tongue is not approached as an individual fact but rather as a collective one, equating thus endogenous language.

## KEY WORDS:

onomastics – political party – hybridity – language attitudes

## INTRODUCTION

Le nombre de partis politiques au Sénégal a souvent été décrié pour ce que cela représente pour l'Etat en termes de coût, de gestion des élections etc. Un survol rapide permet en effet de voir que pour une population d'environ quinze millions d'habitants dont six millions d'électeurs, le Sénégal compte pas moins de trois cents partis politiques. Un aperçu diachronique permet également de voir que l'inflation s'est produite à partir de l'arrivée du Président Wade au pouvoir en 2000 et la tendance sera maintenue durant le premier mandat du Président Macky Sall. En effet, de trois partis sous le président Léopold Sédar Senghor, ils sont passés successivement à quarante-quatre sous Abdou Diouf, puis à cent quatre-vingt-quatre sous Wade et à deux cent vingt-neuf à la fin du premier mandat de Macky Sall. Pourtant, ce qu'on ignore, c'est qu'au plan sociolinguistique, ils constituent un trésor inestimable pour la connaissance de l'idéologie des partis, ou du moins, pour les stratégies de communication qu'ils déploient pour conquérir l'adhésion des électeurs potentiels. Il se trouve également que la toponymie étant une science auxiliaire de l'histoire, une étude comme celle-ci permet de saisir les étapes majeures de l'histoire politique du Sénégal telle qu'elle est rythmée d'une part par des partis d'allégeance occidentale bien moulés dans les grandes idéologies communistes, socialistes ou libérales de l'époque avec une référence particulière aux grandes figures françaises qui ont marqué son histoire ; d'autre part par de nouvelles idéologies où le mérite et l'esprit d'initiative prennent le dessus sur l'assistance et l'attentisme social. Enfin, on note des partis dont la ligne de conduite est la démystification de l'histoire coloniale et l'émancipation des populations (R. P. Martinez, 1986. p.57).

### 1. MÉTHODOLOGIE

Ce travail se base essentiellement sur une recherche documentaire. Il s'agit, en effet, de consulter les archives documentaires de diverses natures pour extraire des données relatives à la vie des partis politiques au Sénégal, notamment les données statistiques, onomastiques, idéologiques, etc. Les données concernent également les performances de ces partis aux trois dernières élections législatives. L'objectif est de collecter suffisamment de données pour effectuer des analyses sur les combinaisons linguistiques observées dans les noms des partis politiques, les enjeux mémoriels de ces noms, et leurs implications identitaires. En effet, « le nom joue un rôle important au point de faire l'objet de beaucoup d'études grâce à l'onomastique, une branche de la sémiologie, qui vise à établir un rapport entre le nom et les caractères physiques et psychologiques et les actions de celui qui le porte » (O. Ngom, 2012, p.214). C'est pourquoi Phillipe Hamon parle de « noms 'transparents' (qui) fonctionnent alors comme des condensés de programmes narratifs » (P. Hamon, 1977, p.149). Naturellement, une recherche de cette nature va au-delà d'une recherche documentaire.

C'est alors que nous avons conduit une étude de terrain par un entretien semi directif avec des élus locaux, militant activement dans un parti politique pour avoir des données qualitatives concernant leur perception des phénomènes sociolinguistiques dont il est question dans notre travail. L'échantillon qui a fait l'objet de notre analyse est riche de quarante-sept (47) noms de partis politiques ayant tous participés au moins une fois, à titre individuellement ou dans une coalition, à des élections présidentielles et/ou législatives au Sénégal. Voici la liste :

- 1- Parti de la vérité pour le développement
- 2- Coalition Mankoo Taxawu Senegaal
- 3- Entité indépendante Defar Senegaal
- 4- Rassemblement démocratique sénégalais
- 5- Union pour le fédéralisme et la démocratie
- 6- Entité indépendante mouvement pour la renaissance, la liberté et le développement
- 7- Coalition Mankoo Yeesal Senegaal
- 8- Mouvement pour la renaissance républicaine
- 9- Rassemblement pour la restauration des valeurs et pour l'émergence
- 10- Citoyens pour l'éthique et la transparence/Jén sama réew
- 11- Parti de l'unité et du rassemblement
- 12- Coalition Soppali
- 13- Union citoyenne/ Bunt Bi
- 14- Fédération démocratique des écologistes du Sénégal
- 15- Convergence patriotique pour la justice et l'équité
- 16- Initiatives pour une politique de développement
- 17- Parti pour l'action citoyenne
- 18- Convergence libérale patriotique
- 29- Sunu Naatàngé réew/ Rassemblement pour la dignité et la prospérité
- 20- Coalition Leeral
- 21- Coalition Senegaal ca kanam
- 22- Convention citoyenne neneen
- 23- Coalition ànd suxali Senegaal
- 24- Front patriotique républicain

- 25- Sénégal – Veine environnement
- 26- Coalition la 3e voie politique/ ëttu askan wi
- 27- Front national/ Baatu askan wi
- 28- Dental Sénégal/action patriotique
- 29- Front national Joyyanti
- 30- Sunu parti pour la solidarité et le développement du Sénégal
- 31- Coalition Fal Askan Wi
- 32- Convergences d'initiatives pour le Sénégal
- 33- Visions alternatives pour le Sénégal
- 34- Dental Senegaal / Actions patriotiques
- 35- Alliance pour la réforme et le développement
- 36- Coalition Assemblée Bi nu Bëgg
- 37- Coalition ànd saxal liggéey
- 38- Coalition Mbooloo Wade
- 39- Coalition Osez L'avenir
- 40- Coalition gagnante/ Wattu Senegaal
- 41- Coalition pole alternatif 3e voie/ Senegaal Dey DEM
- 42- Coalition Benno Bokk Yaakaar
- 43- Parti de la paix / Jàmm
- 44- Coalition Ndaw i askan wi / Alternative du peuple
- 45- Ànd defar Senegaal / Groupe d'appui et de rénovation de l'action populaire
- 46- Coalition convergence patriotique / Kaddu askan wi
- 47- Cadre de réflexion pour le développement intégral

Pour ce qui concerne la transcription des noms de partis politiques en langue nationale, nous avons fait le choix de la conformer aux normes prescrites pour l'orthographe et la séparation des mots en langue nationale et qu'on peut retrouver dans chacun des différents décrets signés à cet effet. Pour le wolof, il s'agit du décret n° 2005-992 du 21 octobre 2005.

## **2. L'IDENTIFICATION PAR LA LANGUE OFFICIELLE**

Dans les noms de partis politiques que nous avons recensés, un bon nombre est constitué par des noms de souche française. Cela peut être considéré comme une survivance de la politique assimilationniste. En effet, ces partis politiques ont, pour la plupart, été fondés par des penseurs formés à l'école occidentale et qui, à un moment donné, ont dû embrasser la politique pour mieux combattre le système de l'intérieur et provoquer d'une certaine manière l'indépendance du pays. On y compte la Ligue Démocratique/Mouvement pour le Parti du Travail (LD/MPT) dont les figures majeures comme Abdoulaye Bathily et Mamadou Diop Castro sont pour l'essentiel des acteurs du mouvement de mai 68, mais aussi le Parti Africain de l'Indépendance (PAI) reconnu comme un parti prosoviétique. Nous pouvons également loger dans cette catégorie le Parti Socialiste (PS) dont l'origine lointaine, le Bloc Démocratique Sénégalais, porte la marque de la Section française de l'Internationale Ouvrière. Pour tous ces partis, c'est l'idéologie et le projet populaire qui primaient sur les considérations d'ordre linguistique, c'est-à-dire relatives à la composition toponymique. Il se trouve également qu'à cette époque des « branchés », la langue française était la seule qui engrangeait, en termes de distribution fonctionnelle, toutes les prérogatives. Un statut dont elle continue d'ailleurs de jouir, même si la montée en puissance des langues locales a provoqué un changement d'attitude des locuteurs en faveur de ces dernières.

## **3. AU-DELÀ DE L'INTELLIGIBILITÉ, L'EXPRESSION D'UNE IDENTITÉ NATIONALE HYBRIDE FRANÇAIS/WOLOF**

Comme nous l'avons souligné plus haut, les noms des partis politiques au Sénégal sont d'une richesse inestimable en termes d'informations sociolinguistiques dont ils sont porteurs. Les premières formations politiques ont vu le jour dans un contexte géolinguistique hégémonique avec une domination absolue du français, langue officielle, sur les langues locales du Sénégal même si les nationalistes n'ont jamais cessé de lutter contre tous les symboles coloniaux dont le maintien rappelle constamment le passé douloureux de l'impérialisme français. Par exemple, le leader le plus en vue de ce mouvement, Cheikh Anta Diop, avait une idéologie bipolaire : « lutte contre le néocolonialisme et promotion des langues africaines » (B. Diop, 2007, p.117). Toujours sur le thème du militantisme linguistique, l'essayiste Boubacar Boris Diop rappelle que Cheikh Anta Diop « tournait en dérision une assemblée 'nationale' où il était interdit de parler les langues nationales » (B. Diop, 2007, p.115), et il éveillait ses compatriotes leur faisant prendre conscience que toutes les langues se valent et que les autorités usaient du français par simple volonté de leurrer le peuple. Il ne cessait de leur répéter : « On vous écarte du débat sur votre avenir en vous imposant

une langue comprise par une petite minorité » (B. Diop, 2007, p.116).

Dès lors, il est intéressant de noter que ces nationalistes enregistreront des victoires avec la reconnaissance du statut de langue nationale, comme le souligne Edmond Biloa en ces termes « le terme ‘langue nationale’ avait été adopté par simple souci de compromis, pour des raisons purement nationalistes » (E. Biloa, 2007, p.87). Cette bataille pour l’authenticité « s’est exprimée à travers le débat sur la convention d’écriture qui sied le plus pour porter l’identité africaine dans la transcription des langues nationales du Sénégal » (I. Sarr, 2018, p.92). Ainsi, trois écoles d’écriture rivalisent et s’opposent par leur idéologie quant à la nature de l’identité africaine. Une école orthodoxe qui se suffit de l’existant, c’est-à-dire le recours aux caractères latins, une école révolutionnaire représentée par le Mouvement des Enseignants des Langues Africaines (MELAS) qui fait remarquer que les alphabets arabe et latin jusqu’ici utilisés pour transcrire les langues africaines « ne concordent guère ni avec notre génie, ni avec nos savoir-faire et ne peuvent pas favoriser le développement des communautés africaines malgré plus de 300 ans d’existence » (MELAS, 1961, p.34) ; et une école plus conciliante, comme celle de Cheikh Tidiane Thiam, fondée sur la conviction que l’identité africaine ne peut être que la synthèse du socle culturel africain et des apports culturels coloniaux (colonisation arabo-musulmane et colonisation occidentale).

Dans les noms des partis politiques du Sénégal, nous pouvons observer deux grandes tendances et une troisième de moindre envergure qui constituent une continuité du débat idéologique ci-dessus présenté. D’une part, nous avons les noms de partis de souche française, c’est-à-dire forgés avec des ressources linguistiques du français, d’autre part les noms de partis forgés avec des ressources linguistiques de souche locale, et au milieu ceux formés selon une approche hybride par la juxtaposition d’une partie française et d’une autre partie tirée des ressources des langues locales (il s’agit plus particulièrement du wolof), comme dans les partis suivants :

- **Noms de partis politiques de souche française**
  - Parti de la vérité pour le développement
  - Rassemblement démocratique sénégalais
  - Parti de l’unité et du rassemblement
  - Parti pour l’action citoyenne
- **Noms de partis politiques de souche hybride**
  - Coalition la 3e voie politique/ *ëttu askan wi*
  - Coalition pole alternatif 3e voie/ *Senegaal Dey Dem*
  - Entité indépendante *Defar Senegaal*
  - Citoyens pour l’éthique et la transparence/ *Jën sama réew*

- **Noms de partis politiques de souche locale**

- Réew mi
- Pettaaw

Remarquons également que les slogans de partis politiques ne sont pas pris en compte dans cette catégorisation basée sur la structure du nom, car on note depuis le début que les partis d'obédience marxiste, surtout, ont souvent forgé un slogan qui identifie l'idéologie du parti.

Les trois tendances qui se dégagent de cette catégorisation sont rangées sur un axe chronologique ; mais comment expliquer alors les revirements effectués ? Le Sénégal est un pays où le français, langue officielle, est compris par 37,2 % de la population (ANSD, 2013, p.84), ce qui le place deuxième en termes démographiques. A l'opposé, le wolof, langue nationale, est la langue véhiculaire principale au plan national. Vu sous cet angle, le wolof et le français sont les deux langues les plus connues par les populations. Cela implique la construction d'un bilinguisme vertical<sup>1</sup> chez les locuteurs avec des répertoires linguistiques tendant majoritairement vers des combinaisons wolof/français pour les locuteurs natifs wolophones et d'un trilinguisme combinant langue locale/wolof/français pour les locuteurs natifs des autres langues locales. A ce niveau de l'analyse, il faut déjà noter une simplification de cette situation dans l'onomastique des partis politiques où nous remarquons une présence quasi-exclusive du wolof et du français alors que les autres langues locales sont totalement absentes, à l'exception du pulaar, inscrit dans le parti Dental<sup>2</sup> Sénégal/action patriotique.

Ce bilinguisme étatique officieux trouve deux explications possibles qui ne s'excluent pas cependant.

D'abord, on pourrait soutenir que le passage à la juxtaposition serait motivé par une meilleure inclusion, en levant en quelque sorte, la barrière linguistique que constitue le français pour la majorité des Sénégalais qui ne le parlent pas mais qui sont locuteurs du wolof. La juxtaposition serait de ce fait une stratégie de communication dont la finalité est de rendre plus intelligible l'obédience du parti politique. Il est intéressant, ici, de noter que les deux parties du nom juxtaposées n'ont pas les mêmes valeurs sémantiques. La médiation linguistique dont il est question ne consiste donc pas à traduire le nom donné dans une autre langue mais plutôt d'insister sur des valeurs ou préoccupations partagées avec les locuteurs de la langue et qui sont mieux ressorties dans la langue nationale.

---

1 Voir Louis Jean-Calvet et son modèle gravitationnel.

2 Dental est un mot pulaar qui signifie « rassemblement ».

La deuxième approche, et c'est la plus plausible à notre avis, est la reconnaissance implicite, au niveau national, d'une identité hybride se construisant autour du wolof et du français. Une telle hypothèse donne raison de ce fait à Cheikh Tidiane Thiam dans son orientation quant au choix du système d'écriture ASA<sup>3</sup> pour refléter l'identité africaine. Bien évidemment, parler de l'identité nationale au singulier, en prenant les langues comme facteur est toujours complexe lorsqu'on sait que « l'identité, qu'elle soit subjective ou collective, est variée, dynamique et évolutive » (P. A. Diallo, 2019, p.23). Cette identité, soulignons-le, se présente sous la forme d'une hiérarchisation où le français et le wolof alternent pour le statut de dominant. Cela se traduit dans les noms de partis juxtaposant une séquence en français et une autre en langue locale (wolof ou pulaar) par l'alternance, en position d'attaque des deux langues comme dans les exemples qui suivent<sup>4</sup>.

Exemple 1 : expression d'identités hiérarchisées avec la langue locale comme élément dominant

*Sunu Naataange réew* / Rassemblement pour la dignité et la prospérité

*Dental Senegaal* / Actions patriotiques

Ánd défar Senegaal / Groupe d'appui et de rénovation de l'action populaire

**Exemple 2 : expression d'identités hiérarchisées avec le français comme élément dominant**

Coalition la 3e voie politique / *ëttu askan wi*

Citoyens pour l'éthique et la transparence / *Jën sama réew*

Front national / *Baatu askan wi*

**La préférence nationale** : une aventure timide

La préférence nationale est une notion appliquée dans plusieurs domaines, principalement dans les échanges commerciaux pour exprimer le protectionnisme « nécessaire » à la survie des producteurs locaux, surtout dans les situations où la concurrence des produits étrangers prend la forme d'un *dumping*. Au Sénégal, le paysage linguistique est occupé par les langues locales et les langues étrangères dans une configuration qui n'avantage pas les langues locales. Cette situation a été longtemps décriée par les défenseurs des langues locales qui ne cessent de plaider pour que cette « erreur » soit corrigée par une intervention affirmée basée sur la préférence nationale, c'est-à-dire où les langues locales joueraient les rôles leaders dans la vie de l'Etat et celle de la communauté. Cette situation est donc assimilable

3           Alphabet de Synthèse pour l'Afrique (ASA).

4           Nous avons apporté quelques corrections relatives à l'orthographe pour une conformité avec les directives du décret [n° 2005-992 du 21 octobre 2005](#) sur l'orthographe et la séparation des mots en wolof.



à un dumping linguistique alors que la préférence nationale serait une mesure protectionniste. Ainsi pourrait s'expliquer la troisième tendance dans la nomination des partis politiques au Sénégal. Elle est cependant assez timide vu que des 299 partis politiques enregistrés au Ministère de l'intérieur seuls deux portent des noms de souche langue locale. Il s'agit de :

*Réew mi* dont le fondateur en est également le secrétaire général, Idrissa Seck. Ce parti, il faut le rappeler, est né des cendres du Front pour le Progrès et la Justice<sup>5</sup> (FPJ). Il est intéressant de noter aussi que le changement de nom intervient en octobre 2006, après ses déboires avec le parti démocratique sénégalais au pouvoir dont il a même été le premier ministre. Dans ce contexte, le changement de nom serait-il motivé par un conflit avec le pouvoir transposé dans le champ linguistique sous forme d'un conflit linguistique mettant en opposition la langue de l'Etat et la principale langue véhiculaire qui, pour certains, est le symbole de l'identité nationale ? Même si nous ne disposons pas de données pour entrer dans le fond de cette interrogation, il serait quand même intéressant de creuser pour voir ce qu'une telle attitude porte en arrière-plan. Au demeurant, Idrissa Seck adopte une nouvelle stratégie de communication qui s'appuie fortement sur les proverbes et dictons wolof en même temps qu'une bonne dose de versets coraniques. Par-là, le leader politique recherche une proximité avec le peuple en montrant son enracinement dans le terroir et aussi son intégrité. Dans tous les cas, le moins qu'on puisse dire est que la philosophie du parti « Rassembler pour Servir » se contient parfaitement dans son nom wolof *Rewmi*<sup>6</sup> qui signifie le pays.

Même si le nom du parti PASTEF se traduit par le quadriptyque Patriotisme, Travail, Ethique et Fraternité, il est intéressant de l'aborder ici car il a la même valeur phonologique que le mot wolof *pastéef* dont la valeur sémantique se ramène sans ambiguïté au quadriptyque susmentionné<sup>7</sup>. D'ailleurs cette explication d'Ousmane Sonko, fondateur et leader du parti postée sur sa page facebook y revient en filigrane :

Le nom de notre PARTI doit, par sa simple évocation, restituer l'intention, la démarche, et l'ambition. C'est à cet exercice, pour le moins ardu, qu'il fallait se prêter pour fixer une identité à notre entreprise collective, et à la faveur de l'heureux acronyme PASTEF que l'attelage s'est fait de concepts structurant pour tout corps social.

(<https://www.facebook.com/1917302818345332/posts/1922283467847267/>)

5 Parti détenteur du récépissé n° 11 137 /MINT/DAGAT/DAPS

6 Selon le Décret n° 2005-979 du 21 octobre 2005 relatif à l'orthographe et la séparation des mots en wolof, le nom du parti doit plutôt s'écrire Réew mi.

7 Le mot wolof *pastéef* signifie dévouement et détermination, courage et compétence.

D’ailleurs, répondant à la question du nom que devrait porter la nouvelle monnaie qui devrait remplacer le FCFA, Sonko affirme, « *Nun danoo war a wut tur wu gën a méngoo ak sunu mbatiit* » (N. K. Faal, P. A. Jallo et D. Géy, 2020)<sup>8</sup>. Ce propos n’est pas isolé, il est devenu un leitmotiv depuis que la réflexion pour une décolonisation des toponymes sénégalais a été ramenée à l’ordre du jour dans les débats intellectuels. Il est donc révélateur d’une préoccupation grandissante qui se matérialise sur le terrain par les changements de dénominations de rues, d’écoles, d’infrastructures routières au profit des figures locales.

*Pettaaw* est le nom d’un autre parti politique qui intègre parfaitement cette approche et ses logiques identitaires et nationalistes.

#### **4. DE LA TRONCATION DES NOMS DE PARTIS ET DE COALITION DE PARTIS POLITIQUES**

Nous avons évoqué plus haut des compositions de noms de partis politiques bâties sur hybridité comme moyen d’expression d’une identité nationale hybride français/wolof. L’élément nouveau que nous voulons introduire ici concerne le passage du texte à l’usage oral. En effet, l’oral est souvent soumis à des soucis d’économie linguistique qui se déploient à travers des pratiques langagières comme la troncation et d’autres stratégies de communication. Le fait marquant concernant ces noms de partis et de coalitions de partis politiques construits par juxtaposition d’un phrasème en langue française et d’un autre en langue locale (l’ordre de la combinaison importe peu ici) est qu’à l’oral, les locuteurs procèdent à la troncation de la partie construite en français pour conserver uniquement la partie en langue locale. En voici quelques exemples illustratifs :

Le parti Alliance pour le progrès et la justice/*Jëf-Jël* soumis à l’économie linguistique devient *Jëf-Jël* alors que l’Union nationale patriotique/*Tekki* suit la même logique pour être seulement *Tekk*. Le Front national/*Baatu askan wi* se résume à *Baatu askan wi* alors que la Coalition convergence patriotique / *Kaddu askan wi* se ramène facilement à *Kaddu askan wi*. La question qu’il faut se poser au-delà de l’économie linguistique comme motif, c’est qu’est ce qui justifie l’orientation de cette troncation qui s’effectue toujours en faveur de la langue locale ? La réponse à cette question n’est pas évidente, mais nous pouvons présumer que la force motrice de la combinaison réside dans la séquence en langue nationale puisqu’elle touche directement l’imaginaire social du citoyen en s’adressant à lui par la langue et dans sa culture. D’ailleurs, *Jëf-Jël* est une maxime bien connue chez les Sénégalais en général et les *Baay Faal* en particulier pour dire que l’homme ne reçoit qu’en proportion de ses actions (« On récolte ce que l’on a semé »). Pour ce qui concerne

8

Nous devons trouver des noms qui traduisent mieux notre culture.

*Baatu askan wi* et *Kaddu askan wi*, (la voix du peuple) ce sont là l'expression même de la volonté populaire, autrement dit, la seule voix dont on devrait entendre l'écho, ce sur quoi le contrat entre la société et toute personne ou entité aspirant agir en son nom est bâti. On comprend mieux alors la discrimination linguistique qu'opèrent les locuteurs lorsqu'ils doivent tronquer, par souci d'économie, les noms des partis et coalitions de partis politiques comportant dans leur composition une partie en langue nationale et une autre en langue française.

## 5. UNE STRATÉGIE ONOMASTIQUE AUTOUR DES VALEURS CULTURELLES SÉNÉGALAISES

En parlant des reflets identitaires des anthroponymes pulaar dans son mémoire, Papa Ali Diallo fait remarquer que « plus que des étiquettes, les anthroponymes sont porteurs de plusieurs informations ; ils (regorgent d'indices et constituent) des documents au travers desquels on peut lire une partie de l'histoire d'un peuple, accéder à son univers symbolique et comprendre sa vision du monde » (P. A. Diallo, *ibid* : 96). Cette réalité est transposable dans l'onomastique des partis politiques car, ici aussi, il s'agit de nommer, c'est-à-dire d'identifier. Le choix du nom à retenir n'est alors jamais fortuit. Il résulte plutôt d'un calcul, d'une mise en relation de plusieurs facteurs pour produire un certain effet, atteindre un certain objectif. C'est en cela que nous parlons de stratégie onomastique. Il s'agit clairement donc de voir comment les acteurs politiques s'appuient sur les valeurs collectives pour opérer le choix du nom de leur parti en gardant à l'esprit son dessein et le mode de gestion du pouvoir proposé aux citoyens et aux électeurs potentiels.

En effet, en temps de campagne électorale, tous les candidats puisent leur inspiration dans les valeurs qui fondent la collectivité. Elles se retrouvent soit dans le nom donné au parti, soit dans un slogan de campagne. Elles servent ainsi à marquer l'adhésion du parti et de ses acteurs aux valeurs sociétales, ce qui en retour devrait faciliter leur acceptation et l'adhésion des populations. Parmi ces stratégies nous pouvons identifier quelques-unes des plus communes:

### 5.1. LA FORCE DU COLLECTIF

Un proverbe bien connu de toutes les communautés sénégalaises est « l'Union fait la force ». Après quarante ans au pouvoir et sept victoires consécutives aux élections présidentielles, le Parti Socialiste (PS) n'a été vulnérable que face à une coalition (coalition Sopi) portée par le Parti Démocratique Sénégalais. Depuis lors, le proverbe ne cesse de s'illustrer au point d'inspirer les noms que se donnent les partis politiques. C'est dans ce cadre que le journaliste Talibouya Aidara, également cadre de l'Alliance Pour la République à Bignona note que « pour la présidentielle de 2012, jamais le vocable « unité » en français ou « *benno* » en wolof n' a autant

été usité » (T. Aidara : en ligne). Voici un petit glossaire de termes retrouvés dans les noms de partis renvoyant à la force du collectif<sup>9</sup> :

- Mànkoo : verbe wolof signifiant « Se mettre d'accord pour la réalisation d'une chose ».
- Dental: terme pulaar signifiant « Assemblée »
- Mbooloo: substantif wolof signifiant « Assemblée »
- Bennoo : verbe wolof signifiant « s'unir, vivre dans un climat de concorde »
- Ánd : substantif wolof signifiant « compagnonnage ». Ce mot s'associe à muñ (tolérance) dans un emploi proverbiale « Su àndub ñaar yàggee, kenn a muñ (litt.: si la compagnie de deux personnes dure, c'est qu'il y en a un qui a été tolérant) c'est la tolérance qui assure une compagnie durable.
- Coalition : désigne une union momentanée pour faire face à une problématique d'ordre politique particulière.

## 5.2. LE SYMBOLISME DE LA COUR

A côté de la référence au collectif, d'autres symboles sont également convoqués. Il s'agit par exemple de la cour, « ëtt » ou « pénc ». La cour est l'endroit où l'assemblée se réunit en conseil pour discuter des affaires publiques, pour préserver l'harmonie sociale et aussi pour vulgariser les informations destinées à la communauté. C'est donc l'espace où chacun jouit de son droit à la parole et où toutes les opinions exprimées reçoivent un traitement équitable. La cour est de ce fait un espace de démocratisation de la parole. Cet échange, en général très fécond, permet de trouver une solution aux problèmes exposés par les participants et d'arriver à un consensus sur les décisions d'intérêt commun. La cour est ainsi une assemblée du peuple, d'où émane la volonté du peuple pour son autogestion. En cela, la cour épouse parfaitement la définition de la démocratie entendue comme un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple, un mode de vie où s'exerce la responsabilité collective. Le glossaire suivant est assez illustratif dans ce sens.

- Ëttu askan wi : l'assemblée du peuple
- Baatu askan wi : la volonté du peuple
- Fal Askan Wi : le pouvoir du peuple
- Péncoo : verbe wolof dérivé de *pénc* signifiant la place publique. *Péncoo*

9

Les définitions sont tirées du Dictionnaire wolof-français de Jean Léopold Diouf.

renvoie donc à une concertation qui se tient à la place publique.

## **6. LES ENJEUX MÉMORIELS**

En observant les trois tendances qui se dégagent dans les mécanismes par lesquels les partis politiques sont dénommés, on constate un phénomène de marchandisation des noms. En effet, les différentes politiques linguistiques qui se sont succédé accordent le statut de langue officielle au français qui rythme la communication gouvernementale et des institutions de la république. Dans ce contexte, on peut observer « les effets dus à la situation de diglossie où l'utilisation hiérarchisée et idéologisée des langues, à l'avantage du français, correspond de fait à l'exclusion d'une partie de la population africaine à la gestion de leur pays. La maîtrise du français est en revanche associée au pouvoir détenu par l'élite » (A. Nzabatsinda, 2002, p.190). Dès lors, ce choix n'est pas partagé par tous, surtout qu'il s'est fait au détriment des langues locales. Cette situation de diglossie a suscité un élan de promotion des langues nationales du Sénégal qui passe par leur standardisation en vue de leur introduction dans le système éducatif. Les efforts consentis dans ce cadre et les résultats produits ont fini de convaincre de la nécessité de placer les langues locales au cœur des politiques de développement. On converge alors vers un bilinguisme français-langue nationale dans le système éducatif, preuve d'une prise de conscience collective de l'identité hybride du citoyen sénégalais.

D'un autre côté, en passant de l'hégémonie de la langue officielle à l'hybridation, puis, avec la troisième tendance, à un shift vers les langues locales, on peut valablement affirmer qu'il s'agit de fonder un nouveau référentiel, une nouvelle mémoire par l'instauration d'un nouvel ordre linguistique basé sur la préférence nationale. Le nom du parti est de ce fait une dénomination qui lui permet de se positionner socialement, culturellement et politiquement sur le marché électoral sénégalais. Le nom participerait ainsi à la promotion du parti politique pour susciter l'adhésion des citoyens.

## **7. LE NOM ET LA POPULARITÉ DU PARTI : QUELLE RELATION?**

Si le nom du parti constitue un aspect de la stratégie de marketing politique, on peut alors poser la question de son efficacité. Autrement dit, peut-on lier la performance d'un parti politique à une élection à une certaine structuration de son nom ? Pour vérifier cette interrogation, nous avons revisité les résultats des trois dernières élections législatives, c'est-à-dire celles du 3 juin 2007, celles du 1<sup>er</sup> juillet 2012 et celles du 30 juillet 2017. L'objectif est de voir si nous pouvons noter une certaine régularité des partis de l'une des catégories que nous avons dégagées parmi les leaders.

Cela ne suffirait certainement pas à affirmer que le nom est la seule explication de la performance mais il donnerait plus d'intérêt à la question. Nous avons choisi de prendre les élections législatives comme repère pour la simple raison qu'elles élisent les représentants du peuple et offrent une plus grande liste de candidatures, par rapport à l'élection présidentielle, et permettent donc d'avoir un corpus plus large et plus varié.

## CONCLUSION

Au terme de cette analyse qui est partie d'un questionnement sur les noms des partis politiques au Sénégal et les enjeux sociolinguistiques et mémoriels qu'ils portent, nous pouvons retenir que les noms donnés aux partis politiques au Sénégal répondent à des enjeux multiples, les uns aussi importants que les autres. Ils reflètent le multilinguisme caractéristique du paysage linguistique du pays et sont également soumis aux réalités des pratiques et attitudes linguistiques des locuteurs avec des combinaisons qui en disent long sur l'orientation que les acteurs politiques entendent donner à la prise en charge des aspirations des communautés dont ils sollicitent le soutien. Egalement, les choix linguistiques traduisent d'une certaine manière les dynamiques de partenariats et de conflits linguistiques qui rythment la vie des langues dans les contextes africains multilingues où la langue étrangère officielle impose son hégémonie aux langues locales. L'étude de cas des partis politiques au Sénégal permet ainsi d'appréhender ces faits de langue et de les soumettre à une analyse sociolinguistique pour en comprendre les dynamiques et les enjeux qu'elles présentent.

## BIBLIOGRAPHIE

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage 2013. Rapport Définitif AIDARA Talibouya. Coalitions politiques au Sénégal : BBY, un exemple de longévité. <https://www.lequotidien.sn/coalitions-politiques-au-senegal-bby-un-exemple-de-longevite/>

BABAULT Sophie, 2003. « Plurilinguisme et tensions identitaires chez les lycéens malgaches » In *Gottopol*, N° 2.

BILOA Edmon, 2007, « Le partenariat anglais/français ou le problème anglophone au Cameroun » In *Actes des journées scientifiques de Nouakchott*, 5-7 novembre.

CALVET Louis-Jean, 2001, « Identité et multiculturalisme » *Trois espaces*

*linguistiques face aux défis de la mondialisation*. Paris, 20 - 21 mars.

CALVET Louis-Jean, 1987, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot.

CALVET Louis-Jean, 1996, *Les politiques linguistiques*, Paris, PUF, Coll. « *Que sais-je?* » n° 3075.

CANUT Cécile, 2003, « À la frontière des langues. Figures de la démarcation » In *Cahiers d'études africaines*, p. 443-464.

DIALLO Papa Ali, 2019, *Anthroponymie pulaar : forme et sens*, Mémoire de Master (option sciences du langage), Université Gaston Berger de Saint-Louis.

DIOP Boubacar Boris, 2007, « Le Sénégal entre Cheikh Anta Diop et Senghor », in *L'Afrique au-delà du miroir*, Paris, Philippe Rey, p. 89-134.

FAAL Ndey Koddu, JALLO Paap Aali et GEY Daawuda. Entretien avec Ousmane Sonko.

<https://www.senepius.com/politique/usmaan-sonko-bu-mamadu-ja-ak-seex-anta-jooob-andoon-yor-reew-mi-ci> consulté le 09 juillet 2020.

HAMON Philippe, 1977, « Pour un statut sémiologique du personnage », in *Poétique du récit*, Paris, Editions du Seuil.

KA Fary Silate, 2010, « Politique linguistique du Sénégal des années 1960 à nos jours : réalités et perspectives » *Politiques linguistiques en Afrique francophone de l'indépendance à nos jours : bilan et perspectives*, Kinshasa. <http://faryka.e-monsite.com/pages/communications/politique-linguistique-du-senegal-1960-a-nos-jours.html> consulté le 20 septembre 2020.

MARTINEZ Roland Puerto, 1986, « Figures du Libéralisme », in *Les impasses du libéralisme*, p.57-65.

NDAO Papa Alioune, 2011 « Politiques linguistiques et gestion de la diversité linguistique au Sénégal : aspects sociolinguistiques », in *Glottopol* n° 18, p.7-20. Consulté le 12 Septembre 2020. <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>.

NDECKY Albinou, 2014, « Du pluralisme linguistique sénégalais au fantasme du UN : l'Etat, le citoyen, le langagier », in *Langues et Littérature*, Revue du Groupe d'Etudes Linguistiques et Littéraires (GELL), n°18, p.325-337.

NGOM Ousmane, 2012, *Stratégies narratives dans les littératures africaine et afro-américaine : Etude comparative des romans de Ngugi wa Thiong'o, Sembène Ousmane et Alice Walker*. Saabrücken, Editions Universitaires Européennes.

NZABATSINDA Anthère, 2002, « La Lutte continue : Langues et stratégies

de résistance postcoloniale chez Ousmane Sembène » in *Fictions africaines et postcolonialisme*. Dir. Samba Diop, Paris, Harmattan, p. 179-195.

SARR Ibrahima, 2015, “The Issue of Identity in the Developmental Efforts of Senegalese Local Languages from 2001 Onwards », in *International Journal of linguistics and communication*, vol3, n°2, p.1-5.

SARR Ibrahima, 2014, « Language Imperialism and the Fate of Minority Languages: Indoctrination through the So-Called Wolofisation of the Senegalese Society », in *Journal of Foreign Languages, Cultures and Civilizations*, Vol. 2, No. 1, p. 93-104.

SARR Ibrahima, 2018, « Langues nationales du Sénégal : problématique d’ une standardisation sur fond de revendication identitaire », in *Langues et Littératures* (Revue du GELL), hors-série n°2. Sénégal : la longue marche des langues nationales.